GREFFE
DU
TRIBUNAL
DE COMMERCE
DE BORDEAUX

ETS/2026L02509/2025J00951/30-09-2026
SCP SILVESTRI-BAUJET

23 rue du Chai des Farines
33000 BORDEAUX

EXTRAIT
DES MINUTES DU GREFFE
DU TRIBUNAL DE
COMMERCE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

Le Tribunal de Commerce de Bordeaux
a rendu la décision dont la teneur suit

TRIBUNAL DE COMMERCE DE BORDEAUX - GIRONDE -

N° de rôle	2026L02509
Nom du dossier	SELARL ASCAGNE AJ SO / SARL SANTOSHA PESSAC
Délivrée le	02/10/2026

TRIBUNAL DE COMMERCE DE BORDEAUX
4EME CHAMBRE
JUGEMENT DU 30 SEPTEMBRE 2026 QUI ARRETE LE PLAN DEREDRESSEMENT
DE LA SOCIETE SANTOSHA PESSAC SARL

N°PCL : 2025J00951
N° RG : 2026L02509 – 2025L05508

DEBITEUR : SARL SANTOSHA PESSAC
842 433 989 RCS BORDEAUX
Siège social : 3 place Fernand Lafargue, 33000 BORDEAUX,
Comparaissant par ses dirigeants Monsieur Emmanuel MEURET, et Monsieur Benoît GERMANEAU, assistés de Maître Alan BOUVIER, Avocat à la Cour,

ADMINISTRATEUR JUDICIAIRE :
SELARL ASCAGNE AJ SO prise en la personne de Maître Aurélien MOREL (mission d'assistance)
34 cours de Verdun, 33000 BORDEAUX,

Comparaissant,

MANDATAIRE JUDICIAIRE :
SCP SILVESTRI-BAUJET
22 rue du Chai des Farines, 33000 BORDEAUX,

Comparaissant par Maître Bernard BAUJET

MINISTERE PUBLIC :

Représenté par Monsieur Pierre ARNAUDIN, Procureur de la République, non présent mais ayant transmis son avis écrit le 22 juin 2026.

REPRESENTANT DES SALARIES :
PV de carence

COMPOSITION DU TRIBUNAL
Décision contradictoire et en premier ressort,

Débats, clôture des débats et mise en délibéré lors de l'audience du 24 juin 2026, en chambre du conseil, où siégeaient messieurs :
- Jean SIMON, Juge remplissant les fonctions de Président de Chambre
- Vincent LASSALLE SAINT JEAN et Jean-Yves DUPUY, juges,
Assistés de Peggy MORAND, greffier assermenté,

Délibéré par les mêmes juges,
Prononcé ce jour par sa mise à disposition au greffe,

La minute du présent jugement est signée par Jean SIMON, Juge remplissant les fonctions de Président de Chambre et Philippine BERTIN, greffier assermenté.

JUGEMENT

Vu les articles L 626-9 à L 626-25 et L 631-19 à L 631-21 et R 626-17, R 626-19, R 626-22, R 631-35 et R 631-36 du Code du Commerce.

Par jugement en date du 2 juillet 2025, le tribunal a :
- Prononcé l'ouverture de la procédure de redressement judiciaire,
- Nommé monsieur Christophe LATASTE, en qualité de juge-commissaire, la SCP SILVESTRI - BAUJET, en qualité de mandataire judiciaire, Maître Aurélien MOREL, en qualité d'administrateur judiciaire avec mission d'assistance
- Et appliqué à cette procédure les dispositions du titre III du livre VI du Code de Commerce.

Par jugements successifs en date des 3 septembre 2025 et 10 décembre 2025, le débiteur a été autorisé à poursuivre son activité.

Le débiteur a déposé au greffe du tribunal un plan de redressement le 20 mai 2026.

Une note en délibéré contradictoire a été autorisé à l'administrateur judicaire et au mandataire judiciaire avant le 9 septembre 2026 par le tribunal le 24 juin 2026 pour connaitre précisément la réponse des créanciers au plan.

HISTORIQUE

La société SANTOSHA PESSAC a été constituée le 18 septembre 2018, elle exploite un établissement de restauration situé au 1 place de la Cinquième République, 33600 PESSAC,

Elle fait partie d'un groupe présidé par la société GOLDORAK. Celle-ci a été constituée le 29 mars 2016. Elle détient la majorité des actions de la société SANTOSHA SAS, laquelle détient une participation majoritaire dans l'ensemble de ses filiales.

La société SANTOSHA SAS a été fondée en 2007 par Monsieur Emmanuel MEURET, dirigeant du Groupe, et constitue le premier restaurant du Groupe SANTOSHA inspiré des bases culinaires asiatiques qui propose un concept de street-food.

A partir de 2016 et en raison de résultats encourageants, le Groupe a poursuivi son développement via la création de filiales exploitées en propre sur l'ensemble du territoire national et le développement d'un réseau de franchises.

En 2017, Monsieur Benoît GERMANEAU, ancien conseiller bancaire de la société SANTOSHA SAS, a été intégré en qualité d'associé, apportant une expertise financière permettant de lier le suivi opérationnel du dirigeant et, par la complémentarité des deux associés, de garantir l'efficacité du développement des sociétés du Groupe.

Depuis 2017, la société SANTOSHA SAS dispose d'une double fonction, soit l'exploitation d'un fonds de commerce de restauration à Bordeaux et celle de société holding puisqu'elle détient une participation majoritaire auprès de l'ensemble des restaurants du Groupe et elle sert également d'intermédiaire avec certains prestataires (UBER, DELIVEROO).

Le Groupe SANTOSHA a su diversifier ses activités et exploite à ce jour quatre activités complémentaires :
▪ une activité de restauration ci-dessus évoquée, exploitée en propre ou via des franchises ;
▪ la création de la société LE CENTRE B, exerçant une activité de restauration traditionnelle à EYSINES ;
▪ le développement d'une société de gestion de franchises (actuellement 9 franchisés) au travers de la société TAOPAIPAI ;
▪ la création en 2022 de la société TAOH spécialisée dans la production alimentaire à destination non seulement des restaurants du groupe mais également d'autres clients grands comptes.

ORIGINE DES DIFFICULTES

Le Groupe SANTOSHA a rencontré d'importantes difficultés de trésorerie liées notamment à :

- La pandémie de COVID-19,
- L'augmentation du coût de l'énergie et des matières premières,
- Un litige entre la société CARREFOUR et la filiale TAOH qui impacte indirectement la société holding SANTOSHA SAS entrainant une perte de chiffre d'affaires conséquence nécessitant un soutien financier.
- La stratégie de développement a été en grande partie autofinancée, entrainant une consommation rapide de la trésorerie du Groupe.

La société, face aux difficultés, a tenté de restructurer l'opérationnel afin de consolider l'existant et retrouver un niveau de rentabilité satisfaisant. Des procédures amiables ont été ouvertes dès décembre 2023 mais en dépit de mesures correctives qui portent leurs fruits, une restructuration judiciaire des dettes était, pour la majorité des structures, inéluctable.

SITUATION COMPTABLE ET SOCIALE A L'ORIGINE DE LA PROCEDURE

Les performances de la société SANTOSHA PESSAC sur les derniers exercices (clos au 31 décembre) sont les suivantes :

	2021 12 mois	2022 12 mois	2023 12 mois	2024 12 mois	2025 12 mois
Chiffre d'affaires	**552.566 €**	**501 448 €**	**566.195 €**	**574.752 €**	**518.409 €**
Marges	**350.070 €**	**310 698 €**	**386.350 €**	**414.648 €**	**380.605 €**
% de CA	*63,35 %*	*61,96 %*	*68,24 %*	*72,14 %*	*73,42 %*
Valeur ajoutée	**207.964 €**	**192 059 €**	**251.801 €**	**285.738 €**	**282.891 €**
% de CA	*37,64 %*	*38,30 %*	*44,47 %*	*49,72 %*	*54,57 %*
Excédent brut d'exploitation	**26.707 €**	**<58 680> €**	**19.725 €**	**47.636 €**	**46.916 €**
Résultat d'exploitation	<132 €>	<82 798> €	<396> €	33.332 €	48.533 €
Résultat net	**5.266 €**	**<83 682> €**	**303 €**	**11.812 €**	**<14.127 €>**

Au niveau du Groupe, une diminution de l'ensemble de la masse salariale est intervenue dès l'exercice 2023. Grâce aux mesures correctives mises en place, le niveau de marges des différentes structures s'est amélioré entre 2022 et 2023, en raison d'une :

- Augmentation des prix pratiqués qui n'a pas impacté le volume de chiffre d'affaires,
- Révision des coûts des matières premières afin de diminuer le poids de ces dernières (en particulier des prix du poulet qui avaient augmenté de 50 % entre 2021 et 2022).

L'entreprise dégage au titre de l'exercice 2024 un excédent brut d'exploitation (EBE) de 36.000,00 €, alors que l'entreprise n'était pas rentable jusqu'ici, ce qui témoigne des efforts réalisés par les dirigeants dans le cadre des procédures amiables via notamment :

Une renégociation des tarifs avec les fournisseurs,
Une augmentation des prix pratiqués qui n'a pas impacté le volume d'activité sur la période.

L'exercice 2025 est marqué par un recul du niveau d'activité (-56.000,00 € par rapport à 2024) mais par une amélioration du niveau de marges (73,42 % contre 72,14 % en 2024). L'entreprise parvient donc à maintenir sa rentabilité avec un EBE de +47.000,00 €.

Des dotations aux amortissements exceptionnels des immobilisations pour 47.000,00 €, ont toutefois fortement impactées le résultat net, qui devient négatif sur l'exercice 2025 (-14.000,00 €).

SITUATION SOCIALE

Effectif	A l'ouverture de la procédure
CDI	5 temps plein 0 temps partiel
CDD	1
Autres	0

Représentant des salariés : PV de carence

Membres du CSE : NEANT

Intervention de l'AGS (à ce jour) : 11 848.13 € au titre des retards de salaires à l'ouverture de la procédure

Présence d'instances prud'homales en cours : Néant

SITUATION PATRIMONIALE

Commissaire-Priseur Judiciaire : SELARL SAHUQUET ET CIE

Les éléments d'actifs corporels mobiliers ont été valorisés par le Commissaire de Justice à 13 230€ en valeur d'exploitation et à 4.440,00 € en valeur de réalisation.

PASSIF RELEVANT DES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE L.622-24 du code de commerce

Les opérations de vérification du passif sont en cours.
Le Passif en cours de vérification s'élève à **247 911,81 €,** et s'établit comme suit :

	Echu	A échoir
Superprivilégié	11 848,13	
Privilégié	38 877,17	43 377,16
Chirographaire	19 629,67	1 022,98
Total non contesté	70 354,97	44 400,14
Contestations	133 156,70	
TOTAL PASSIF DECLARE ET VERIFIE	**247 911,81**	
A déduire pour le calcul du montant exigible à l'adoption du plan :		
Superprivilégié	11 848,13	
< ou = 500 €	1 684,01	
Accord/défaut de reponse suite contestations de créances	20,00	
Créances intra-groupe	117 574,69	
TOTAL à prendre en compte pour les échéances du plan	**116 784,98**	

Créances intra-groupes : *contestées pour défaut de déclaration*

SP : 0.00 - Privi : 0.00 - CH : 0.00 - Cont : 117 574.69 - Provi : 0.00 - A échoir : 0.00 - - Total hors contest : 0.00 -Tot avec cts en cours : 117 574.69

N°	Créance	Rang	Déclaré	Cont / Rejet	Passif Résiduel
19	GOLDORAK SARL VEL Chemisette 5	CH	5 280,00	5 280,00 Modif Juge	0,00
26	SANTOSHA BORDEAUX VEL Chemisette 5	CH	94 755,69	94 755,69 Modif Juge	0,00
27	SANTOSHA LIBOURNE SARL VEL Chemisette 5	CH	15 941,00	15 941,00 Modif Juge	0,00
28	SANTOSHA TALENCE SARL VEL CIRCULARISATION PLAN OK CONTESTATION CREANCE SUR LI... OK AVIS A DECLARER RJ/SAUV AVE...	CH	1 598,00	1 598,00 Modif Juge	0,00

PASSIF RELEVANT DES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE L.622-17 du Code de Commerce

EAU BORDEAUX METROPOLE pour un montant de 743.84 € - *régularisé*
POLE DE RECOUVREMENT SPECIALISE DE LA GIRONDE pour un montant de 1 017.00 € régularisé

RESULTATS DE LA PERIODE D'OBSERVATION

Les performances réalisées par la société SANTOSHA PESSAC SARL au cours de la période d'observation, soit de juillet 2025 à février 2026.

Désignation	Réel Jul 2025	Réel Août 2025	Réel Sept 2025	Réel Oct 2025	Réel Nov 2025	Réel Déc 2025	Réel Jan 2026	Réel Fév 2026
Chiffre d'affaires	62 195	48 256	44 919	45 780	41 631	37 769	38 103	39 669
Achats consommés	16 668	12 765	11 831	12 072	10 910	9 829	9 922	10 361
Marge globale	45 527	35 491	33 088	33 708	30 721	27 940	28 181	29 308
Fournitures consommables	1 562	1 557	1 938	2 240	2 052	2 111	2 283	1 903
Services extérieurs	7 873	7 126	6 615	7 149	6 483	6 516	6 447	6 458
Charges externes (Total)	9 435	8 683	8 553	9 389	8 535	8 627	8 730	8 361
Valeur ajoutée	36 093	26 808	24 536	24 320	22 186	19 313	19 451	20 947
Impôts et taxes	736	736	736	610	555	644	633	596
Charges de personnel (Total)	18 114	18 458	23 122	25 345	19 575	18 659	23 000	19 187
Excédent brut d'exploitation	17 243	7 615	678	-1 635	2 057	11	-4 181	1 164
IMMOBILISATIONS	2 000	2 000	2 000	1 600	1 600	1 600	1 600	1 600
Résultat d'exploitation	15 243	5 615	-1 322	-3 235	457	-1 589	-5 781	-436
Résultat courant	15 243	5 615	-1 322	-3 235	457	-1 589	-5 781	-436
Frais de procédure	500	500	500	500	500	500	500	500
Résultat de l'exercice	14 743	5 115	-1 822	-3 735	-43	-2 089	-6 281	-936
Capacité d'autofinancement	17 243	7 615	678	-1 635	2 057	11	-4 181	1 164

La situation cumulée sur la période d'observation (sur une période de 8 mois, de juillet 2025 à février 2026), avec le comparatif budgétaire, se présente comme suit :

Désignation	Réel Fév 2026	Budget Fév 2026	Ecart Fév 2026
Chiffre d'affaires	358 322	371 347	-13 025
Achats consommés	94 356	103 977	-9 621
Marge globale	263 966	267 370	-3 404
Fournitures consommables	15 646	15 518	130
Services extérieurs	54 986	62 050	-7 064
Charges externes (Total)	70 512	78 166	-7 654
Valeur ajoutée	193 454	189 204	4 250
Impôts et taxes	5 246	5 935	-689
Charges de personnel (Total)	163 436	152 396	13 040
Excédent brut d'exploitation	22 952	30 873	-7 921
IMMOBILISATIONS	14 000	16 000	-2 000
Résultat d'exploitation	8 952	14 873	-5 921
Résultat courant	8 952	14 873	-5 921
Frais de procédure	4 000	4 000	-
Résultat de l'exercice	4 952	10 873	-5 921
Capacité d'autofinancement	22 952	30 873	-7 921

La société SANTOSHA PESSAC SARL a réalisé au cours de la période d'observation un chiffre d'affaires (358.000,00€) inférieur au budget prévisionnel (-13.000,00 €).

Le niveau de marge est quant à lui supérieur à celui envisagé (73,66 % contre 72 %) traduisant une meilleure maîtrise des coûts.

Les performances de l'entreprise sur la période sont encourageantes puisqu'elle a été en capacité de confirmer sa profitabilité (+ 23.000,00 € d'EBE), bien qu'elles aient été légèrement inférieures aux prévisions.

EVOLUTION DE LA TRESORERIE

L'évolution de la trésorerie au cours de la période d'observation est la suivante :

	31.07.2025	31.08.2025	30.09.2025	31.10.2025	30.11.2025	31.12.2025	31.01.2026	28.02.2026	31.03.2026	30.04.2026
Solde de trésorerie	28 467 €	41 222 €	43 762 €	29 289 €	46 322 €	29 754 €	33 980 €	39 087 €	43 192 €	41 400 €

La trésorerie de l'entreprise a été abondée au cours de la période d'observation par le versement (via la société *holding* SANTOSHA) des garanties DELIVEROO.

La trésorerie à la date de l'audience s'élève à 36.000,00 € ;

POURSUITE D'ACTIVITE ET COMPTES PREVISIONNELS

Depuis l'ouverture des procédures, le Groupe SANTOSHA a poursuivi ses démarches de restructuration fondées sur une réduction significative de sa structure de charges tout maintenant son attractivité et la qualité des plats proposés.

La signature d'un nouveau contrat avec UBER au cours de la période d'observation devrait permettre d'augmenter le niveau d'activité des restaurants.

La période d'observation avait pour objectif essentiel de vérifier la capacité du Groupe à maintenir un niveau d'exploitation profitable, condition indispensable à la présentation de plans de redressement pour les seules structures viables.

L'enjeu était également d'éviter que la société SANTOSHA - et le Groupe dans son ensemble continue de supporter financièrement les centres de pertes.

La cession ou la liquidation desdits centres de perte permet désormais au Groupe SANTOSHA de se consacrer pleinement au développement des restaurants qui ont démontré ou démontrent une capacité à apporter une contribution positive au Groupe, dans l'intérêt de ce dernier.

Plus spécifiquement, la société SANTOSHA PESSAC SARL a confirmé la rentabilité de son activité (par le travail réalisé sur les marges) au cours de la période d'observation en dépit d'une légère contraction de son volume d'activité

Dès lors, les performances de la société SANTOSHA PESSAC SARL sont encourageantes et les prévisions établies par l'expert-comptable se veulent également rassurantes, elles anticipent un maintien de la rentabilité sur les prochains mois.

C'est dans ce cadre qu'un plan de redressement a pu être établi.

PROPOSITION D'APUREMENT DU PASSIF

Projet de plan déposé au greffe le : 20 mai 2026
Notifie aux créanciers le : 22 mai 2026

Modalités d'apurement du passif proposées :

- Créance Superprivilégiée et créances inférieures ou égales à 500 € : Règlement dès l'homologation du plan
- Passif échu et à échoir prêt : Paiement 100% sur 9 ans par pactes annuels progressifs.

Echéances de remboursement	%
1ère échéance : juillet 2027	1%
2ème échéance : juillet 2028	3%
3ème échéance : juillet 2029	5%
4ème échéance : juillet 2030	5%
5ème échéance : juillet 2031	10%
6ème échéance : juillet 2032	17%
7ème échéance : juillet 2033	18%
8ème échéance : juillet 2034	20%
9ème échéance : juillet 2035	21%
TOTAL	100%

- Créances intra-groupe : Paiement subordonné à la parfaite exécution du plan.

La première échéance interviendra à la date anniversaire de l'adoption du plan

Le montant à régler dès l'homologation du plan est de 13 552,14 €

Engagements / garanties :

1. VIREMENTS MENSUELS

La société s'engage à provisionner entre les mains du commissaire à l'exécution du plan, 1/12ème du montant de l'échéance par virement mensuel automatique qui devra être mis en place dans un délai de trois semaines suivant l'adoption du plan.

2. INALIENABILITE DU FONDS ET DES TITRES

Inaliénabilité du fonds de commerce et des titres pendant toute la durée du plan.

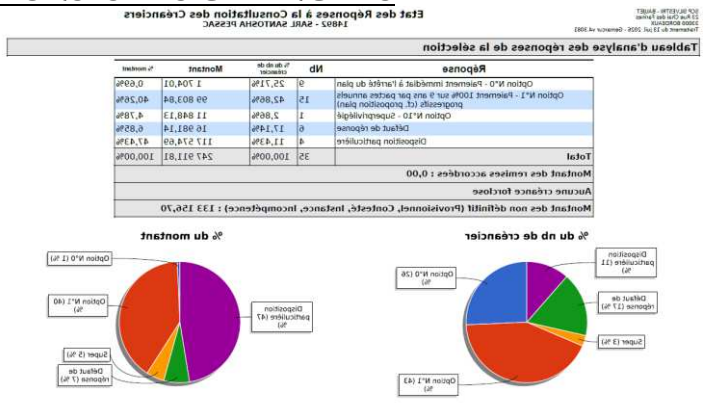
3. FOURNITURE SEMESTRIELLE DE LA COMPTABILITE

La société s'engage à fournir semestriellement une situation intermédiaire et ses comptes annuels au plus tard 6 mois après la clôture.

4. FINANCEMENT DU PLAN

La société SANTOSHA s'engage, dans la limite de ses capacités et de son intérêt social, à assurer le financement des pactes annuels du présent plan de redressement en cas d'insuffisance de fonds de la société SANTOSHA PESSAC.

REPONSES DES CREANCIERS



Commentaires sur les réponses des créanciers interrogés :

Tous les créanciers ont répondu favorablement de façon expresse ou tacite.

PAIEMENT DES FRAIS ET HONORAIRES DES ORGANES DE LA PROCEDURE

Les frais et honoraires des organes de la procédure ont été réglés.

AVIS DE L'ADMINISTRATEUR JUDICIAIRE

A l'audience et dans sa note en délibéré du 15 juillet 2025 l'administrateur judiciaire indique être favorable à la présentation du plan modélisé en faveur de la société SANTOSHA PESSAC SARL

AVIS DU MANDATAIRE JUDICIAIRE

A l'Audience et dans sa note en délibéré du 15 juillet 2025, le mandataire judiciaire indique ne pas s'opposer à l'adoption du plan présenté par la société SANTOSHA PESSAC SARL.

AVIS DU JUGE-COMMISSAIRE

Dans son rapport, le juge-commissaire indique être favorable au plan .

DECLARATION DU DEBITEUR

Le débiteur indique qu'il s'engage à honorer le plan établi sur les bases de l'évolution de l'activité et de rentabilité, et selon les performances réalisées depuis l'ouverture de la procédure de redressement judiciaire.

AVIS DU MINISTERE PUBLIC

Dans son avis écrit du 22 juin 2026 communiqué oralement aux parties, le ministère public déclare être favorable au plan

SUR QUOI, LE TRIBUNAL

Les instances étant liées, le tribunal les joindra et statuera par un seul et même jugement.

L'article L.631-1 du Code de Commerce dispose notamment : « La procédure de redressement judiciaire est destinée à permettre la poursuite de l'activité de l'entreprise, le maintien de l'emploi et l'apurement du passif. Elle donne lieu à un plan arrêté par jugement à l'issue d'une période d'observation ».

Au vu des pièces versées au dossier, des avis des organes de la procédure et des déclarations faites à l'audience, le tribunal observe que :

- quant au critère de poursuite de l'activité,
  La période d'observation a permis de traiter les difficultés et de retrouver une exploitation améliorée ;
  Les prévisions établies sont cohérentes avec les résultats de la période d'observation et les mesures de redressement engagées ;

- quant au critère de maintien de l'emploi, la sauvegarde des postes de 6 salariés est actuellement assurée.

- quant au critère de l'apurement du passif,
  Les actionnaires apportent des garanties ou prennent des engagements au soutien du plan,
  Les créanciers soutiennent très majoritairement le plan et les parties à la procédure émettent un avis favorable ; L'alternative à la liquidation est donc favorable aux créanciers.
  La trésorerie déclarée est suffisante pour honorer les paiements immédiats dus à la date d'homologation du plan et le prévisionnel d'exploitation est compatible avec le paiement des premiers pactes.

En conséquence, le tribunal

Considérera que le plan proposé par le débiteur répond aux prescriptions de l'article L.631-1 du Code de Commerce.

Prendra acte des réponses majoritairement positives des créanciers, arrêtera le plan de redressement proposé par Messieurs Emmanuel MEURETet Benoît GERMANEAU en leurs qualités de représentants légaux de la société et les désigneront comme tenu de la bonne exécution du plan ;

Fixera, en application du plan déposé et de l'article L.626-12 du code de commerce, la durée du plan à 9 ans soit jusqu'au 30 septembre 2035.

Il y aura lieu de prendre acte de l'acceptation expresse de ce plan par 15 des créanciers,

Il y aura lieu de dire que pour les 6 créanciers restés taisants, l'absence de réponse vaut accord tacite, ce qui porte à 21 le nombre de créanciers ayant donné leur accord représentant 100 % du passif soumis au plan.

Dira que pour les créanciers ayant accepté le plan, de manière expresse ou tacite, les remboursements du passif soumis au plan s'effectueront donc à 100% en pacte progressifs selon les modalités du plan déposé, le paiement du premier pacte intervenant à la première date anniversaire du jugement arrêtant le plan

Dira que conformément au plan les échéances annuelles devront être consignées par douzième chaque mois, dans un délai de 3 semaines dès l'arrêté du plan, et pendant toute sa durée, entre les mains du commissaire à l'exécution du plan, à charge pour celui-ci d'en assurer annuellement la répartition entre les créanciers ».

Dira que les créances super privilégiées et/ou privilégiées des salariés seront réglées dès l'adoption du plan conformément à l'article L.626-20 du code de commerce.

PAR CES MOTIFS, LE TRIBUNAL

Joint les instances et statuant publiquement par un seul et même jugement contradictoire et en premier ressort,

Vu les rapports et avis des organes de la procédure,

CONSIDERE que le plan proposé par le débiteur permet la poursuite de l'activité de l'entreprise, le maintien de l'emploi ainsi que l'apurement du passif,

ARRETE le plan de redressement proposé par Messieurs Emmanuel MEURET et Benoît GERMANEAU en leurs qualités de représentants légaux de la société et les désignent comme tenus de la bonne exécution du plan,

DIT que pour les créanciers ayant accepté le plan, de manière expresse ou tacite, les remboursements du passif s'effectueront donc à 100 % en 9 pactes annuels progressifs selon les modalités proposées, le paiement du premier pacte intervenant par douzième chaque mois, dans un délai de 3 semaines dès l'arrêté du plan à la première date anniversaire du jugement arrêtant le plan

DIT que les créances super privilégiées seront réglées dès l'adoption du plan conformément à l'article L626-20 du Code de Commerce,

DIT que les créances de moins de 500 euros et les frais de greffe seront remboursées immédiatement selon les articles L.626-20 –II et R 626-34 du code de commerce dans la limite de 5 % du passif.

DIT que les créances contestées ne seront réglées, selon les dispositions du plan, qu'à partir de leur admission définitive

FIXE la durée du plan jusqu'au complet apurement du passif, soit 9 ans, jusqu'au 30 septembre 2035

PREND ACTE de l'engagement de la société à fournir semestriellement une situation intermédiaire et ses comptes au plus tard 6 mois après la clôture.

PREND ACTE que la société SANTOSHA SAS s'engage dans la limite de ses capacités et de son intérêt social, à assurer le financement des pactes annuels du plan de redressement en cas d'insuffisance de fonds de la société SANTOSHA PESSAC SARL.

NOMME la SELARL ASCAGNE en qualité de commissaire à l'exécution du plan, avec les missions et pouvoirs qui lui sont donnés par le code de commerce.

MAINTIENT la SCP SILVESTRI-BAUJET en fonction en sa qualité de mandataire judiciaire pour la vérification des créances conformément à l'article L.626-25 du Code du Commerce

MAINTIENT dans ses fonctions le juge-commissaire jusqu'à la clôture de la procédure c'est à dire jusqu'à l'achèvement du plan pour procéder au contrôle des éléments joints au rapport du commissaire à l'exécution du plan,

ORDONNE au débiteur de verser entre les mains du commissaire à l'exécution du plan les sommes destinées au remboursement des créanciers,

MET fin à la mission de l'administrateur judiciaire,

PRECISE que le commissaire à l'exécution du plan devra veiller à se faire remettre le montant effectif des pactes et le répartir entre les créanciers et, en cas d'inexécution aux échéances, adresser immédiatement rapport au président du tribunal et au procureur de la république ; il devra également surveiller la bonne exécution des contrats poursuivis, les engagements du débiteur et notamment que soit transmis une situation intermédiaire semestrielle des comptes ,la situation financière du débiteur et exiger la

remise des documents comptables dans les 6 mois de la fin de chaque exercice, attestés par un expert-comptable,

DIT que le commissaire à l'exécution du plan fera un rapport en cas d'inexécution des engagements du débiteur qui sera déposé par ses soins au greffe du Tribunal et tenu à disposition du procureur de la république et de tout créancier et ce dans le délai maximum de 30 jours des dates d'échéances fixées pour ces engagements,

DIT que le mandat du commissaire à l'exécution du plan prendra fin avec le jugement du tribunal constatant que l'exécution du plan est achevée ou, le cas échéant, avec le jugement du tribunal prononçant sa résolution,

INVITE le commissaire à l'exécution du plan à saisir le tribunal pour voir constater que l'exécution du plan est achevée dans un délai maximum de six mois à compter de la fin du plan,

PRONONCE l'inaliénabilité du fonds de commerce du débiteur et des biens qui le composent, sauf en ce qui concerne les biens corporels en cas de remplacement par des biens d'une valeur équivalente ou supérieure ainsi que les titres de la Société pendant la durée du plan,

RAPPELLE que l'arrêt du plan entraîne la levée de plein droit de toute interdiction d'émettre des chèques, mise en œuvre à l'occasion du rejet d'un chèque émis avant le jugement d'ouverture de la procédure,

ORDONNE les publicités, mentions, notifications prévues par les articles R 626-20 et R 626-21 du code de commerce.

Signé électroniquement par Jean SIMON, juge
Signé électroniquement par Philippine BERTIN, greffier

E X P É D I T I O N

Pour expédition certifiée conforme à la minute de la présente décision

Le Greffier

TRIBUNAL DE COMMERCE DE BORDEAUX - GIRONDE -

N° de rôle	2026L02509
Nom du dossier	SELARL ASCAGNE AJ SO / SARL SANTOSHA PESSAC
Délivrée le	02/10/2026